

## **PROPOSITION du Réseau PCF-ANR le 5 mai 2018**

La situation, avec le potentiel que révèlent les luttes, l'intensité de l'affrontement de classe en cours, avec ses potentialités et les obstacles, la nouvelle phase de crise aiguë qui s'annonce, l'enjeu d'une perspective de transformation possible : tout cela souligne l'absolu besoin d'un parti révolutionnaire.

Il y a un potentiel militant disponible, pour jouer ce rôle, mais ses efforts sont gaspillés par une direction pas du tout à la hauteur, sans vision historique, engluée dans une quête unitaire sans exigence de contenu se présentant comme le seul moyen de sauver quelques meubles.

Cet effacement facilite le jeu de Macron : il profite de l'espace qui lui est ouvert par l'incapacité à lui opposer une alternative ; et il parie sur la peur suscitée par les violences des extrêmes, qu'elles viennent d'anarchistes radicalisés ou d'activistes d'extrême droite, pour tenter de consolider le rassemblement au centre, un socle pourtant encore fragile si une alternative de progrès social solide parvenait à émerger.

Il est urgent que cela change. Mais malgré des phrases annonciatrices de changement, voire de « révolution », tout indique que Pierre Laurent et son équipe ne veulent qu'un congrès de l'immobilisme, si ce n'est de nouvelles régressions.

Cette situation rend nécessaire de préparer les conditions les meilleures pour promouvoir, avec un texte clair et rassembleur, une orientation alternative à celle de Pierre Laurent.

Avant de préciser un peu les données, un rappel du calendrier adopté lors de l'assemblée de novembre

- les 2 et 3 juin, adoption par le CN du projet de base commune
- ensuite, jusqu'au **6 juillet**, possibilité de dépôt de bases communes alternatives

Conditions de dépôt : 300 adhérent-e-s à jour de leurs cotisations, issu-e-s d'au moins un quart des fédérations (24), le nombre de signataires par fédération ne pouvant excéder 10% de la totalité de la liste.

Documents exigés des signataires : une attestation signée et le justificatif de paiement de leur cotisation.

La base de discussion alternative doit traiter de l'ordre du jour du congrès et respecter la cohérence de celui-ci. Sa dimension ne saurait excéder celle du projet adopté par le Conseil national.

- mise à disposition des communistes de tous les textes présentés ;
- vote sur le choix de la base commune les 4, 5 et 6 octobre ;
- congrès locaux et départementaux du 15 octobre au 15 novembre.
- congrès national les 24, 25 et 26 novembre 2018 à Ivry

### **Quelles indications avons nous sur le contenu et la stratégie du groupe dirigeant ?**

Pour l'instant, aucun texte n'a encore été présenté aux membres de la commission de projet de « base commune » du 38<sup>e</sup> congrès

Seulement un plan. Et des notes dites d'introduction aux débats, sur 3 points : stratégie, transformations du parti et communisme.

Comme Pierre Laurent en a l'habitude, son paquet cadeau sera révélé le plus tard possible. Afin de l'ajuster au plus près, pour neutraliser au mieux les critiques tout en s'assurant que le fond, bien enrobé de phrases élégantes, soit approuvé.

C'est ce qui est déjà opéré à propos de deux sujets : le bilan et la nécessité d'une réorientation stratégique.

Après avoir d'abord obstinément fait obstruction sur le bilan, Pierre Laurent a reconnu enfin, dans sa contribution début mars, qu'un « **bilan critique** » est nécessaire et qu'il faut « **une redéfinition d'ensemble de notre démarche stratégique** ».

Dans une interview donnée depuis à un site internet, il répond à la question : « *on a pu entendre parmi vos militants que l'absence du PCF aux dernières élections présidentielles a contribué à son effacement. Qu'en pensez-vous ?* »

Pierre Laurent : « *C'est en grande partie vrai. Moi qui me suis prononcé dans le débat que nous avons eu pour le soutien à Jean-Luc Mélenchon, pour favoriser des dynamiques populaires de rassemblement dans la société, je constate avec d'autres que ce processus a effectivement un effet d'effacement de notre parole politique nationale.* »

« *Le PCF, qui a soutenu Jean-Luc Mélenchon, a subi aux élections législatives un recul important ... nous pensons nécessaire d'effectuer une revue d'ensemble de notre stratégie, de notre bilan* »

Il parle de « *réévaluation de nos stratégies de transformation révolutionnaire* », de « *réinvention stratégique de notre mission de changement* », précisant que « *pour conduire ces stratégies, il ne faut pas d'abord des alliances électorales. Il faut d'abord un mouvement de lutte et d'appropriation de ces objectifs de transformation, un mouvement populaire le plus large possible* »

Le pluriel (nos stratégies) est curieux, mais les mots, bien qu'imprécis, se veulent forts.

A propos du parti, il déclare :

« *nous voulons devenir un mouvement [je reviendrai sur ce mot qui n'est pas là par hasard] beaucoup mieux organisé dans la proximité ... Il faut ... refaire de la politique dans le travail, réintervenir dans le monde du travail.* »

Ces phrases, qui marquent des reculs, peuvent donner l'illusion que les attentes des communistes sont prises en compte. De même que l'activisme national soudain, tous azimuts, accompagné d'un déluge de propagande centralisée en direction des cadres du parti et des adhérents, désormais grâce à la centralisation (par ?) obtenue par le logiciel « **NationBulder** » qui gère les communications et échanges internes et externes.

Cependant, on voit, dans les mêmes déclarations et dans les actes, les contradictions, les indications sur l'intention de ne rien changer vraiment sur la stratégie, et sur des conceptions inquiétantes sous couvert de transformations du parti.

Alors que le **mouvement social**, important, à besoin pour se développer et gagner en unité, de l'apport d'idées alternatives qui fassent le poids face au macronisme, le rôle du parti dans le mouvement social est limité pour l'essentiel à l'affirmation d'un soutien, sans apport d'idées, assorti d'appels à l'unité, creux sur le contenu, faisant l'impasse sur le nécessaire débat à gauche.

**Bref, toujours l'effacement des idées communistes** (qui fonde et légitime l'effacement politique et électoral, et pas seulement depuis 2017)

Le ralliement, imposé par Pierre Laurent, à l'initiative mélenchoniste du **5 mai** (« Pot au Feu : La Fête à Macron »), pourtant critiquée par la CGT et tenue à distance par le mouvement social.

Une précision : la déclaration du CEN, modifiant sur cette question un projet précédent, n'a pas été discuté en réunion, mais soumise à un vote par internet (dont seule l'équipe de PLaurent gestionnaire de la communication, connaît le résultat précis). On sait seulement que sur les 32 membres, 5 membres du CEN ont voté contre, dont Frédéric Boccara, Igor Zamichiei et Christian Picquet, et que 7 n'ont pas participé au vote.

De même, l'orientation affichée pour **les élections européennes 2019** a valeur de test de la fameuse « réinvention stratégique » : on suit le même schéma que pour la présidentielle 2017 : appel à l'unité, sur des bases sans rapport précis avec l'Europe, très vagues et consensuelles à gauche (anti-Macron ; anti-austérité ; anti libéral) ; une unité « à tout prix » en quelque sorte puisqu'il s'agit de tout faire pour empêcher la droite et l'extrême droite d'être majoritaire au parlement européen ; et comme Mélenchon déclare (pour l'instant?) qu'il n'en veut pas, la course à l'alliance derrière Benoît Hamon, l'hypothèse d'une liste autonome ouverte étant par avance présumée vouée à l'échec.

Ce qui explique peut-être pourquoi la déclaration sur les bombardements sur la Syrie le 14 Avril, qui a interrogé nombre de communistes, car si elle contient des réserves, elle évite une condamnation explicite d'un acte guerrier, impérialiste, suiviste des États-Unis, mais approuvé par Hamon.

Relevons également l'annonce, sous couvert de « **poursuite des transformations du parti** » de changements problématiques en matière de conception du parti et de fonctionnement : Non seulement il ne s'agit pas de remise en cause effective de la centralisation en sections locales depuis Martigues en 2000, ni de la conception d'un parti ayant seulement à être le vecteur, l'outil d'une intervention citoyenne spontanée, mais il s'agirait de transformer le parti en « **parti-mouvement** », restructuré en **réseaux thématiques**. Il est aussi question d'une nouvelle centralité.

Ce n'est pas nous qui allons contester le besoin de se mettre à l'heure des nouvelles technologies, des moyens offerts par la révolution informationnelle. Mais présenter « NationBulder » comme une sorte de baguette magique de notre relance politique est une tromperie, même si Trump et Mélenchon en ont fait leur arme essentielle. Comme si notre relance pouvait dépendre principalement de moyens techniques, sans **le principal : les idées, la volonté politique de bataille communiste sur les idées**.

Par contre, des illusions sur les nouvelles technologies peuvent être le paravent à une nouvelle déstructuration de l'organisation politique de proximité, tout en permettant encore plus de centralisation autoritaire du pouvoir, comme déjà P.Laurent et d'autres se sont prêtés à l'opération pour imposer le choix de Mélenchon à la présidentielle 2017, après la conférence nationale et ses votes de Nov2016

Tout cela est très grave.

Frédéric Boccara vient d'alerter. Il y expose les conditions dans lesquelles a été adoptée la déclaration sur les luttes et ajoute : « *Le risque grandit d'être mis devant le fait accompli d'un projet de base commune, avec des phrases pour faire illusion, mais sur la même ligne, et de se laisser alors absorber dans un processus d'amendements à la marge, empêchant un Congrès de changement et le renouvellement réel du noyau dirigeant, si nécessaire.* »

- **Le parti ne survivrait pas longtemps encore à la poursuite de l'immobilisme, d'une ligne d'effacement**, d'une ligne dominée par des conceptions sociales-démocrates du parti et de ses idées, et les résultats éventuels des élections Européennes 2019, y pousseraient. Cela ré-ouvrirait, comme alternative à l'extinction, la voie, peu suivie jusque là, proposée par un appel de proches de Marie-George Buffet, à « faire force commune » avec France Insoumise (*Nous sommes insoumis, communistes, socialistes, écologistes, libertaires, syndicalistes, féministes, altermondialistes, etc., membres ou non d'un parti. Nous voulons construire une force politique en commun pour transformer la société. Tel est notre objectif.*<http://www.frontcommun.fr>).

Ou à toute autre formule de recomposition dominée par le réformisme. Et des questions alors nouvelles, se trouveraient posées aux militants acquis à la nécessité d'un parti révolutionnaire, pour continuer le combat politique de classe.

On voit bien les atouts de Pierre Laurent et de son noyau dirigeant : Défaitisme, Suivisme et laisser faire, utilisation incontrôlée des moyens du pouvoir de la direction, mécanique intégratrice des amendements dans un texte d'une base dit commune, mais piloter totalement.

**Aussi ne faut-il pas agir pour alerter et mobiliser les communistes**, qui pour l'instant sont peu mobilisés par le Congrès et/ou peu confiants dans l'utilité de mener bataille, dans une situation de décomposition-recomposition politique et sociale brutale avec Macron et Melenchon.

Il ne faut pas se laisser piéger dans un processus qui banalise ce congrès et qui ne permettrait ni de s'attaquer aux illusions, ni de changer radicalement l'orientation ; un processus que le noyau dirigeant va utiliser pour s'assurer une majorité, moyennant quelques concessions sans changer le fond, puis se faire reconduire à la direction, pour continuer la même politique, la même stratégie ne pouvant conduire qu'au pire.

**Nous ne pouvons donc que travailler à une ligne alternative opposer au groupe dirigeant actuel.**

Il y a des bases potentielles larges pour un rassemblement de changement chez les communistes, la tribune comme les expressions nombreuses le démontrent. Bien sur il y a des différences voir des divergences qu'il ne faut ni ignorer ni minorer, mais discuter, voir relativiser en fonction des enjeux du congrès, car elles peuvent se transformer en obstacle d'une réorientation et de rectifications. Il faut donc travailler ensemble les questions qui nous paraissent déterminantes dans l'objectif d'une réorientation essentielle.

- **Quelles seraient, selon nous, les principales idées à mettre en avant ?**

Il ne s'agit pas, selon nous, pour l'heure de présenter un texte. Mais d'énumérer, d'identifier, ci-après, **quelques idées à compléter et préciser en vue d'une ligne alternative**. Pour cela nous nous appuyons pour l'instant, sur les propositions d'un schéma sur les enjeux du Congrès et réponses à Pierre Laurent de Y.Dimicoli, F.Boccara et N.Marchand déjà publié et discutés.

L'enjeu majeur du congrès, ce sont des décisions permettant une **relance effective du PCF ; une réorientation stratégique réelle à partir d'un bilan et une nouvelle équipe dirigeante** ; décisions à définir en liaison avec la réponse à la question :

**Voulons-nous toujours être un parti communiste révolutionnaire ? Et quoi changer pour l'être ?**

-La réponse ne peut signifier un repli, un choix d'isolement.

-Ni un retour à des conceptions anciennes, erronées ou dépassées.

-Il s'agit d'envisager l'actualité et la nécessité d'un parti révolutionnaire, afin d'agir pour dépasser le capitalisme, pour la promotion d'idées révolutionnaires novatrices et un rassemblement transformateur majoritaire.

-Et d'en tirer des conclusions précises concernant des transformations du parti et de sa politique.

- **Un bilan** est indispensable, comme point de départ, pour définir ce qui doit changer.

Le besoin d'une évaluation critique concerne notre orientation stratégique récente, mais pas seulement. Dans le court terme, il paraît légitime de s'interroger sur la décision de ne pas présenter de candidat et de soutenir Mélenchon, sur les conditions dans lesquelles elle a été prise, et surtout sur ses conséquences, contribution à la promotion du candidat comme principal opposant, affirmation répétée d'une proximité des programmes, malgré de sérieuses contradictions, absence, répétée, de nos propositions dans le débat présidentiel.

Au delà, ne doit-on pas s'interroger, pour rompre avec cela, sur ce qui a sous-tendu une tendance plus longue à un rôle effacé du parti et à donner la priorité aux enjeux électoraux et à la recherche d'alliance, par rapport aux luttes et à la promotion de nos idées.

- **La crise est la donnée fondamentale**, la toile de fond de la situation depuis les années 70 – **mais elle a été gravement sous-estimée** (malgré les analyses anticipatrices formulées au sein du parti) et continue de l'être, avec d'importantes conséquences sur les conceptions politiques qui ont prévalu.

**N'y a-t-il pas besoin de mettre en cohérence notre action avec l'analyse que nous faisons de la crise :** une crise du système dont les solutions doivent viser son dépassement. Il s'agirait d'inscrire notre action politique, notre existence comme parti dans la perspective historique, révolutionnaire, correspondant aux possibilités de notre époque : une autre société, une autre civilisation. Une telle révolution n'est pas un rêve impossible: c'est à la fois un mouvement de transformation par la lutte, et un objectif politique, élevé, mais nécessaire et possible.

- **Ne faudrait-il pas alors, plutôt que l'illusion d'un communisme résultant d'un mouvement spontané de la société, repenser une phase de transition et de transformation graduelle, le socialisme ?**

**Ne s'agit-il pas aussi de passer des principes aux actes c'est à dire faire vivre, au lieu de phrases vagues, nos idées précises, nos propositions de dépassement**, c'est à dire de changement des règles, des critères, des institutions du système, faire leur pédagogie, dans des batailles impulsées durablement.

- **N'est-il pas urgent de se dégager des conceptions étatistes** héritées du modèle soviétique; dépasser le capitalisme, ce n'est pas seulement prendre le pouvoir d'État, le démocratiser et réformer la fiscalité, mais aussi, surtout prendre le pouvoir sur l'argent des banques et des entreprises, pour en changer l'utilisation. Le pouvoir sur « l'argent » étant désormais, non une lubie d'économistes, mais le cœur d'un combat révolutionnaire d'aujourd'hui, branché sur tous les enjeux sociaux et sociétaux.

C'est loin d'être partagé dans toute la gauche antilibérale. Mais justement :

- **ne faut-il pas faire du pouvoir sur l'argent un axe (l'axe?) identitaire de l'action du parti communiste**, pour de vraies grandes campagnes (celles électorales comprises), porteuses de nos idées sur le coût du capital, l'éradication graduelle du chômage avec une sécurité d'emploi et de formation, des critères sociaux et écologiques d'utilisation de l'argent des banques et de la BCE, comme pour financer l'essor des services publics mais aussi par exemple l'aide aux réfugiés. Avec l'objectif de gagner de l'influence et d'influencer, de conditionner le rassemblement à gauche, plutôt que continuer à viser un rassemblement sur des déclarations trop vagues pour permettre autre chose que de nouvelles déceptions populaires.

- **N'avons nous pas besoin d'une conception de classe, offensive et large du rassemblement populaire**, pas le repli sur les plus pauvres, désignées comme « classes populaires » – le salariat comme socle : classe ouvrière et couches moyennes salariées, en prenant en compte la diversité et les contradictions à surmonter, plutôt que le simplisme non marxiste des 99% et des 1%.

- **Ne faut-il pas une autre conception des alliances** : pas l'union pour l'union, sans contenu exigeant, avec l'effacement du parti dans la bataille d'idées et électorale, un nouveau lien « luttes – idées –

élections » pour des alliances de haut niveau.

**Plutôt que rester paralysé par l'obsession des alliances, il faudrait lancer immédiatement notre bataille sur l'Europe** et son institution fondamentale, la BCE, pour une Europe de progrès, union de nations et de peuples souverains et associés, à même d'avoir prise sur la mondialisation pour la changer. La lancer en étant ouverts à des rapprochements unitaires cohérents sur les idées, mais en écartant toute quête d'unité à tout prix, sans cohérence de contenu et au risque à nouveau de l'effacement du PCF.

- **Ne faut-il pas aussi réévaluer, redéfinir le rôle du parti.**

Le mouvement populaire est primordial, l'intervention citoyenne nécessaire, mais pas spontanément transformateurs, pas plus que du communisme ne se développe spontanément dans la société. Donc l'action du parti peut-elle continuer à se limiter à soutenir les luttes et la protestation contre le libéralisme ? S'il y a besoin d'un parti révolutionnaire, n'est-ce pas pour combattre les idées dominantes, rivaliser avec elles pour d'autres choix, une autre logique ; proposer des solutions à la hauteur du défi de transformation avec la crise, les mettre en discussion, les confronter avec les autres forces politiques de gauche, agir pour que les luttes s'en emparent ?

- **Ne faut-il pas remettre en cause la centralisation de l'organisation et du pouvoir**, repenser, réorganiser un parti pour l'action, pour la bataille d'idée, au plus près des travailleurs et des populations ? Le démocratiser ? S'appuyer sur les atouts des nouvelles technologies pour plus d'efficacité de l'action militante et de pouvoirs des militants et des organisations du parti, et en se gardant du moyen de centralisation du pouvoir qu'elles peuvent être ? Le renforcer idéologiquement avec la formation aux idées communistes et marxistes nouvelles ?

- Concernant les entreprises, des promesses vagues répétées de congrès en congrès ne sauraient suffire. **Il est décisif de relancer le combat communiste à l'intérieur et autour des entreprises.** Pour des raisons stratégiques, liées aux enjeux de pouvoirs et de financement, et au rassemblement.

- **Enfin, pour mettre en œuvre des décisions de changement d'orientation, il est tout aussi important de changer de direction**, On ne peut se limiter à continuer dans la même voie, en cherchant à « faire mieux » la même chose.

**Pour une nouvelle dynamique communiste**, il y a besoin d'une direction renouvelée, capable de promouvoir les idées communistes avec conviction et de façon offensive.

Bien sur ces idées ne sont ni figées, ni à prendre ou à laisser. Il s'agit de contribuer, par notre apport, à la construction collective la plus large possible, pour mettre au point le plus collectivement possible la marche à suivre en vue du CN de Juin et pour la suite qui pourrait être la co-rédaction avec d'autres sensibilités-réseaux d'une alternative. Cela nécessite des maintenant d'étoffer une contribution collective s'appuyant sur un maximum de contribution individuelles, porteuses de la double exigence de changement d'orientation et de direction.

**2 options: c'est l'enjeu du congrès extraordinaire, nous sommes à mi-chemin, il reste 6 mois !**

- **Continuer**, avec une promesse de changement, mais en conservant les mêmes conceptions stratégiques et du parti, pour chercher seulement à faire mieux sur les mêmes bases, sans changements de fond et sans changement du noyau dirigeant.

- **Une réorientation politique et stratégique effective**, impliquant une nouvelle équipe dirigeante, à même de mettre en œuvre avec conviction les changements décidés par les communistes eux-mêmes .

- **C'est le moment !**